



Arrêt

n° 347 454 du 29 mai 2026
dans les affaires X et X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : - au cabinet de Maître F. OMANEMBA WONYA
Avenue Louise 441/13
1050 BRUXELLES

- au cabinet de Maître D. SAFRAOUI
Avenue Henri Jaspar, 113/3
1060 BRUXELLES

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 23 mai 2025, à 22 h 51' par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la décision de refus de la demande de renouvellement de l'autorisation de séjour temporaire en qualité d'étudiant, prise le 20 février 2025 (enrôlée sous le numéro X).

Vu la requête introduite le 23 mai 2025, à 18 h 25' par X (même partie requérante), qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la décision de refus de la demande de renouvellement de l'autorisation de séjour temporaire en qualité d'étudiant, prise le 20 février 2025 (enrôlée sous le numéro X)

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après la « *loi du 15 décembre 1980* ».

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 3 juin 2025 avec la référence 128 701 dans la cause n° 341 017.

Vu les dossiers administratifs et les notes d'observations.

Vu les ordonnances du 18 février 2026 convoquant les parties à l'audience du 20 mars 2026.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me F. OMANEMBA WONYA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante (dans l'affaire enrôlée sous le numéro X), Me C. DIMAKUIZA *loco* Me D. SAFRAOUI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante (dans l'affaire enrôlée sous le numéro X, et Me I. SCHIPPERS *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. La procédure.

L'article 39/68-2 de la loi du 15 décembre 1980 est libellé comme suit :

« Lorsqu'une partie requérante a introduit plusieurs requêtes recevables à l'encontre du même acte attaqué, ces recours sont joints d'office. Dans ce cas, le Conseil statue sur la base de la dernière requête introduite, à moins que la partie requérante n'indique expressément au Conseil, au plus tard à l'audience, la requête sur la base de laquelle il doit statuer. La partie requérante est réputée se désister des autres requêtes introduites.

S'il s'agit d'un recours collectif, le Conseil statue sur la base de la dernière requête introduite, à moins que toutes les parties requérantes n'indiquent expressément et collectivement au Conseil, au plus tard à l'audience, la requête sur la base de laquelle il doit statuer. Les parties requérantes sont réputées se désister des autres requêtes introduites ».

En l'espèce, la partie requérante a introduit contre la décision de refus de la demande de renouvellement de l'autorisation de séjour temporaire en qualité d'étudiant, prise le 20 février 2025, deux requêtes successives, le 23 mai 2025, à 18 h 25' et à 22 h 51' et, qui ont été enrôlées respectivement sous les numéros 341 017 et 339 934.

Dès lors que la décision précitée est entreprise par deux recours recevables, il y a lieu de les joindre, conformément à l'article 39/68-2 précité.

A l'audience, la partie requérante a sollicité qu'il soit statué sur la requête introduite le 23 mai 2025, à 18 h 25' et enrôlée sous le n° 341 017, en sorte qu'elle est réputée se désister de l'autre requête, enrôlée sous le n° 339 934.

2. Faits pertinents de la cause.

Le 13 août 2021, la partie requérante, de nationalité marocaine, a introduit, auprès de l'ambassade de Belgique à Rabat (Maroc), une demande de visa de long séjour afin de suivre une année préparatoire à l'Enseignement supérieur à l'IEHEEC, établissement d'enseignement supérieur privé situé en Belgique.

Le 12 janvier 2022, la partie défenderesse a octroyé un visa de long séjour « limité à la durée de la formation auprès de IEHEEC », valable du 1er février 2022 au 31 juillet 2022

Le 11 avril 2022, une carte de séjour de type A, valable jusqu'au 30 septembre 2022, lui a été délivrée.

Le 5 octobre 2022, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour temporaire afin de suivre un bachelier en informatique de gestion à l'Institut Supérieur de Formation Continue d'Etterbeek, pour l'année académique 2022-2023, auprès de l'administration communale de Ronse.

Le 26 octobre 2022, la partie défenderesse a rejeté cette demande.

À la même date, elle a adressé à la partie requérante un courrier afin de l'informer de son intention de lui délivrer un ordre de quitter le territoire, ainsi qu'une interdiction d'entrée d'une durée de cinq ans, et l'invitant à exercer son droit d'être entendue.

Par un courrier électronique du 15 novembre 2022, la partie requérante a exercé son droit d'être entendue.

Le 7 décembre 2022, la décision du 26 octobre 2022 susvisée a été retirée et remplacée par une décision d'autorisation de séjour temporaire en qualité d'étudiant, valable jusqu'au 31 octobre 2023.

Le 13 septembre 2024, la partie requérante a introduit, auprès de l'administration communale de Ronse, une demande de renouvellement du séjour temporaire afin de suivre un Bachelier en "Management du Tourisme et des loisirs" à l'Institut Machtens pour l'année académique 2024-2025.

Le 20 février 2025, la partie défenderesse a pris une décision de refus de la demande de renouvellement de l'autorisation de séjour temporaire en qualité d'étudiant. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Base légale :

- Article 61/1/4 § 2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : « Le ministre ou son délégué peut mettre fin à une autorisation de séjour en qualité d'étudiant ou refuser une deman : de (sic) de renouvellement d'une telle autorisation, introduite conformément à l'article 61/1/2, dans les cas suivants : (...) 6° l'étudiant prolonge ses études de manière excessive; ».

- Article 104 § 1^{er} de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : « En vertu de l'article 61/1/4, § 2, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi, le Ministre ou son

délégué peut mettre fin à l'autorisation de séjour en qualité d'étudiant ou refuser une demande de renouvellement de cette autorisation introduite conformément à l'article 61/1/2 de la loi, si l'étudiant, compte tenu de ses résultats, prolonge ses études de manière excessive, notamment lorsque : 1° l'autorisation de séjour lui a été accordée pour suivre une formation de graduat, de brevet d'enseignement supérieur ou de bachelier et il n'a pas obtenu au moins 45 crédits à l'issue de ses deux premières années d'études; (...) ».

Motifs de fait :

L'intéressé n'a obtenu aucun crédit à l'issue de ses deux premières années d'études dans sa formation de bachelier (il a été inscrit en 2022-2023 au bachelier en informatique de gestion et en 2023-2024 au bachelier en comptabilité).

A l'appui de sa lettre explicative (non datée) jointe à la demande précitée, l'intéressé déclare avoir été contraint de s'inscrire au bachelier en comptabilité, « qui ne correspondait pas à ses aspirations », en raison de la limitation de places pour les étudiants étrangers. Toutefois, il s'agit d'une décision qu'il a prise et il doit donc en assumer les conséquences.

L'intéressé affirme également que cette situation a eu un impact significatif sur sa santé mentale et produit une attestation médicale datée du 21.10.2024 pour étayer cette déclaration. A cet égard, il est à rappeler que le Conseil d'Etat a déjà jugé que « Le requérant ne peut donc avoir égard à des considérations étrangères aux résultats, telles que celles qui étaient invoquées par la partie adverse. Le requérant n'était donc pas tenu de les prendre compte et de répondre à ces arguments qui étaient soulevés par la partie adverse dès lors qu'ils étaient étrangers au seul critère précité à l'aune duquel le législateur autorise le Ministre à apprécier si l'étudiant étranger prolonge ses études de manière excessive.

9. Si le devoir de minutie impose à l'autorité administrative de prendre en compte l'ensemble des éléments auxquels elle doit avoir égard pour statuer, il ne lui permet pas de tenir compte d'autres critères que ceux que la loi lui assigne.

En décidant que le « principe général de bonne administration » imposait au requérant d'avoir égard aux arguments que la partie adverse avait invoqués alors qu'ils étaient étrangers au seul critère au regard duquel le ministre pouvait décider, le premier juge a méconnu la portée de ce principe général ainsi que l'article 61, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi du 15 décembre 1980. » (Arrêt CE - N° 236.993 du 10 janvier 2017).

Par conséquent, la demande de renouvellement de l'autorisation de séjour temporaire de l'intéressé en qualité d'étudiant pour l'année académique 2024-2025 est refusée.

Veillez notifier la présente à l'intéressé et lui remettre une copie de la décision. Gardez une copie signée par l'étranger dans vos archives. Au cas où vous seriez dans l'impossibilité de notifier la présente, veuillez nous en avvertir par courriel.

Veillez également radier la personne pour perte du droit de séjour à la date du 01.11.2024 ».

3. Exposé des moyens d'annulation.

3.1. La partie requérante prend un premier moyen, libellé comme suit :

« - Schending van de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen

- Schending van de formele en materiële motiveringsplicht;*
- Schending van de zorgvuldigheidsplicht;*
- Schending van het proportionaliteitsbeginsel en artikel 8 EVRM;*
- Schending van de artikelen 104, §1, 1° en 104, §2 van het KB 08.10.1981 in combinatie met de proportionaliteitsbeginsel;*
- Schending van artikel 62 van de wet van 15 december 1980 ».*

La partie requérante s'exprime comme suit :

« Verzoeker roept de schending van de motiveringsplicht in zoals bepaald in artikel 62 van de vreemdelingenwet, alsmede in artikel 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, in combinatie met artikel 9bis van de Vreemdelingenwet.

Doordat conform artikel 62 van de Vreemdelingenwet en van artikel 2 en 3 van de wet van 29/7/1991 de bestuurshandelingen gemotiveerd moeten zijn.

Zodat de motivering van de weigeringsbeslissing bijgevolg ondermaats is en de motieven van de bestreden beslissing stemmen niet overeen met de werkelijkheid.

a) Theoretische beschouwing

8.- Artikelen 2 en 3 van de Wet Formele Motivering Bestuurshandelingen en artikel 62 van Vreemdelingenwet bepalen dat de administratieve beslissingen zowel in feite als in rechte moeten worden gemotiveerd.

De artikelen 2 en 3 van de Wet Formele Motivering Bestuurshandelingen stellen dat de administratieve handeling uitdrukkelijk dient te worden gemotiveerd en dat in de motivering van de akte de feitelijke en de juridische motivering dienen te worden opgenomen. Bovendien dient de motivering afdoende te zijn.

Zo stipuleert artikel 62 van de Vreemdelingenwet het volgende:

“De administratieve beslissingen worden met redenen omkleed. [...]” Er moet worden benadrukt dat conform artikelen 2 en 3 Wet Formele Motivering Bestuurshandelingen in de motivering van de administratieve beslissing steeds uitdrukkelijk de feitelijke en de juridische gronden vermeld moeten worden opdat de betrokken perso(o)n(en) kennis zouden hebben van gronden waarop de administratieve overheid zich baseert om een (weigerings)beslissing te nemen.

Uit de samenlezing van de artikelen 2 en 3 van de Wet Formele Motivering Bestuurshandelingen volgt duidelijk dat:

- a) De administratieve beslissing uitdrukkelijk dient gemotiveerd te worden;*
- b) In de motivering (opgenomen in de betrokken administratieve beslissingen — in casu de weigeringsbeslissing artikel 9bis en bijlage 13 zowel de feitelijke als de juridische gronden dienen vermeld te worden;*
- c) De motivering afdoende dient te zijn;*

b) Concrete toepassing

9.- Vooreerst stelt verwerende partij in de weigeringsbeslissing het volgende:

“Base légale :

- Article 61/1/4 § 2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : « Le ministre ou son délégué peut mettre fin à une autorisation de séjour en qualité d'étudiant ou refuser une demande de renouvellement d'une telle autorisation, introduite conformément à l'article 61/1/2, dans les cas suivants: (...) 6° l'étudiant prolonge ses études de manière excessive,».

*- Article 104 § 1er de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers : « En vertu de l'article 61/1/4, § 2, alinéa 1er, 6°, de la loi, le Ministre ou son délégué peut mettre fin à l'autorisation de séjour en qualité d'étudiant ou refuser une demande de renouvellement de cette autorisation introduite conformément à l'article 61/1/2 de la loi, si l'étudiant, compte tenu de ses résultats, prolonge ses études de manière excessive, notamment lorsque : 1 * l'autorisation de séjour lui a été accordée pour poursuivre une formation de gradué, de brevet d'enseignement supérieur ou de bachelier et il n'a pas obtenu au moins 45 crédits à l'issue de ses deux premières années d'études; (...) ».*

Motifs de fait :

L'intéressé n'a obtenu aucun crédit à l'issue de ses deux premières années d'études dans sa formation de bachelier (il a été inscrit en 2022-2023 au bachelier en informatique de gestion et en 2023-2024 au bachelier en comptabilité).

À l'appui de sa lettre explicative (non datée) jointe à la demande précitée, l'intéressé déclare avoir été contraint de s'inscrire au bachelier en comptabilité, « qui ne correspondait pas à ses aspirations », en raison de la limitation de places pour les étudiants étrangers. Toutefois, il s'agit d'une décision qu'il a prise et il doit donc en assumer les conséquences.

L'intéressé affirme également que cette situation a eu un impact significatif sur sa santé mentale et produit une attestation médicale datée du 21.10.2024 pour étayer cette déclaration. A cet égard, il est à rappeler que le Conseil d'Etat a déjà jugé que « Le requérant ne peut donc avoir égard à des considérations étrangères aux résultats, telles que celles qui étaient invoquées par la partie adverse. Le requérant n'était donc pas tenu de les prendre compte et de répondre à ces arguments qui étaient soulevés par la partie adverse dès lors qu'ils étaient étrangers au seul critère précité à l'aune duquel le législateur autorise le Ministre à apprécier si l'étudiant étranger prolonge ses études de manière excessive. »

In casu heeft verweerster haar beslissing gebaseerd op artikel 61/1/4, 8 2, 6° van vreemdelingenwet waarin wordt gesteld dat een machtiging tot verblijf als student kan worden geweigerd.

De bestreden beslissing verwijst naar het criterium van minstens 45 studiepunten binnen twee academiejaren. Verzoeker wijst erop dat hij pas in academiejaar 2022-2023 startte met zijn bachelortraject, en dat het eerste "jaar" geen volwaardig academiejaar was wegens de laattijdige inschrijving.

Het feit dat hij geen 45 studiepunten behaalde is aldus het gevolg van uitzonderlijke omstandigheden buiten zijn wil.

De bestreden beslissing verwijst eveneens naar artikel 104, 81, 1° van het Koninklijk Besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Op basis van deze bepaling wordt verwacht dat studenten ten minste 45 studiepunten behalen over een periode van twee opeenvolgende academiejaren om te kunnen aantonen dat zij daadwerkelijk deelnemen aan het onderwijs en vooruitgang boeken in hun opleiding.

Verzoeker betwist niet het bestaan van deze norm noch het onderliggende doel van studievoortgang. Hij wijst er echter op dat de concrete toepassing van dit criterium in zijn geval strijdig is met het beginsel van redelijkheid en de rechtszekerheid, gelet op de zeer specifieke omstandigheden van zijn traject. De toepassing van artikel 104 KB is in casu kennelijk onredelijk en disproportioneel.

Verzoeker is pas in het academiejaar 2022-2023 gestart met zijn opleiding tot bachelor in de toegepaste economische wetenschappen aan een Belgische universiteit. Zijn inschrijving kon echter pas effectief plaatsvinden in maart 2023 als gevolg van een laattijdige visumafgifte en administratieve vertragingen die hem verhinderden tijdig het volledige academiejaar te doorlopen. Daardoor heeft hij in dat academiejaar slechts gedurende drie maanden onderwijs kunnen volgen.

Het spreekt voor zich dat het behalen van 45 studiepunten, gespreid over twee academiejaren, een onrealistische verwachting is wanneer één van deze twee jaren niet als volwaardig kan worden beschouwd. In het bijzonder wijst verzoeker erop dat hij geen voorbereidingstraject kon volgen om zich voor te bereiden op de overgang van zijn voorgaande privé-scholing in Marokko naar het Belgisch universitair systeem.

De toepassing van artikel 104, 81, 1° KB van 8 oktober 1981 zonder enige appreciatie van de concrete context leidt in casu tot een kennelijk onredelijke en disproportionele uitkomst. Het betreft immers een administratief-technisch criterium dat zonder individuele beoordeling wordt aangewend als absolute grond tot weigering of beëindiging van het verblijf. Dit miskent de beginselen van behoorlijk bestuur waaronder de verplichting tot individuele motivering en evenredigheidsafweging.

Verzoeker benadrukt dat hij inmiddels structurele maatregelen heeft genomen om zijn academisch traject in betere banen te leiden. Zijn inschrijving voor het nieuwe academiejaar en zijn voornemen om met intensieve begeleiding zijn studie voort te zetten getuigen van zijn werkelijke intentie om zijn opleiding af te ronden en zich ten volle te integreren in het Belgische onderwijssysteem.

Daarnaast werd er in de bestreden beslissing helemaal geen rekening gehouden met de persoonlijke inzet van verzoeker, hetgeen blijkt uit:

Zijn regelmatige aanwezigheid gedurende het hele schooljaar;

Hij heeft gestudeerd en volgehouden, wat blijkt uit de studiepunten die hij heeft behaald;

Hij heeft zich daarna georiënteerd richting een andere studierichting wat in lijn ligt met zijn oorspronkelijk traject.

De bestreden beslissing dient vernietigd te worden aangezien:

Artikel 104, 61, 1° KB van 8 oktober 1981 verkeerd werd toegepast.

Bovendien veronderstelt het hierboven aangehaalde wetsartikel een buitensporige verlenging, maar falen in het eerste jaar is geen bewijs van de intentie om zich buitensporig in studies te handhaven.

De bestreden beslissing schendt het legaliteits-, motiveringsbeginsel en proportionaliteitsbeginsel en derhalve juridisch ondeugdelijk is.

De bestreden beslissing van verweerster legt een exclusieve en eenzijdige nadruk op het kwantitatieve criterium van studievoortgang meer bepaald het behalen van een minimumaantal studiepunten binnen een bepaalde termijn zonder enige aandacht te besteden aan de persoonlijke context van verzoeker. Deze benadering miskent het fundamentele beginsel van proportionaliteit dat zowel in het Belgische bestuursrecht

als in het Unierecht een essentiële toetssteen vormt bij het nemen van individuele maatregelen met potentieel ingrijpende gevolgen.

Het proportionaliteitsbeginsel vereist dat elke overheidsmaatregel die afbreuk doet aan een fundamenteel recht of een individueel belang, het nagestreefde doel op een noodzakelijke en evenwichtige wijze dient te realiseren. In het migratierecht houdt dit in dat een maatregel zoals een weigering of beëindiging van een verblijfsrecht, niet louter gebaseerd mag worden op een abstract criterium (zoals studiepunten), maar dat er een individuele belangenafweging dient plaats te vinden waarbij alle relevante persoonlijke, sociale, academische en psychologische factoren in overweging worden genomen.

In casu blijkt uit de motieven van de bestreden beslissing dat dergelijke afweging volledig ontbreekt. Verzoeker wordt enkel beoordeeld op basis van zijn academische prestaties zonder dat rekening wordt gehouden met:

- *De uitzonderlijke omstandigheden die geleid hebben tot een moeizame start van zijn academische traject met name de laattijdige visumafgifte en inschrijving in het academiejaar 2022-2023, waardoor hij slechts een beperkt curriculum kon volgen;*
- *Zijn psychologische toestand, waaronder stress en mentale druk voortvloeiend uit de migratiecontext, de plotselinge overgang van privé-scholing in Marokko naar het Belgische openbare onderwijsstelsel, en de gevolgen van de eerste negatieve beslissingen op zijn verblijfsaanvraag;*
- *Zijn concrete stappen om beterschap te bewerkstelligen, zoals zijn heroriëntatie naar een andere studierichting, het zoeken van begeleiding en zijn inschrijving voor het nieuwe academiejaar met het vaste voornemen om zijn studie alsnog met succes af te ronden;*
- *Zijn sociale integratie in België: verzoeker woont inmiddels meer dan twee jaar in België, spreekt vlot de landstaal, onderhoudt vriendschappen en contacten met medestudenten, en functioneert in zijn omgeving als een geïntegreerde jongvolwassene die zich wenst te ontwikkelen binnen het Belgische onderwijsstelsel.*

Door louter te focussen op het formele criterium van behaalde studiepunten, zonder de bovenvermelde elementen in overweging te nemen, handelt de overheid disproportioneel en in strijd met haar zorgplicht. De toepassing van een rigide kwantitatieve norm, zonder ruimte voor contextuele interpretatie of beoordeling van de individuele inzet en vooruitzichten van de betrokkene, resulteert in een onevenwichtige inmenging in het leven van verzoeker.

Dit handelen is bovendien in strijd met artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens. Deze bepaling beschermt het recht op respect voor het privéleven, het gezinsleven, de woning en de correspondentie. Volgens de gevestigde rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens is het privéleven een breed begrip dat onder meer omvat:

- *Het recht om persoonlijke relaties op te bouwen en te onderhouden;*
- *Het recht om een identiteit en sociale banden te ontwikkelen binnen een gemeenschap;*
- *Het recht op integratie en deelname aan het maatschappelijk leven.*

Wanneer een vreemdeling zoals verzoeker in België geworteld raakt door onderwijs, taalverwerving en sociale relaties, valt deze situatie onmiskenbaar binnen de werkingssfeer van artikel 8 EVRM. Een ingreep in deze rechten, zoals de weigering of beëindiging van zijn verblijf, kan enkel gerechtvaardigd worden indien deze “in overeenstemming met de wet, noodzakelijk in een democratische samenleving” en “proportioneel aan het nagestreefde legitieme doel” is.

De beslissing in dit geval faalt op deze punten:

- *Er is geen individuele belangenafweging gebeurd waarin de persoonlijke omstandigheden van verzoeker zijn meegewogen;*
- *Er wordt geen rechtvaardiging gegeven waarom mildere of alternatieve maatregelen (zoals een tijdelijke verlenging of een waarschuwingsbeslissing met opvolging) onvoldoende zouden zijn om het nagestreefde doel te bereiken;*
- *De overheid onderschat de impact van de maatregel op het privéleven van verzoeker, terwijl de gevolgen van een uitwijzing bijzonder ingrijpend zijn en zijn toekomstkansen aanzienlijk zouden schaden. Het gevolg is een disproportionele inmenging in het privéleven van verzoeker, die niet voldoet aan de eisen van noodzakelijkheid en evenredigheid. De beslissing kan daarom geen stand houden noch in het licht van het Belgische bestuursrecht noch onder artikel 8 EVRM.*

11.- Verweerster verwijst in haar schrijven van 20 februari 2025 naar artikel 104, 82 KB 08.10.1981, waarin wordt bepaald dat enkel de studiepunten van de huidige opleiding in aanmerking worden genomen.

Deze verwijzing is echter onjuist. Artikel 104, 62 KB 08.10.1981 is bedoeld om studenten te verplichten om in hun huidige opleiding voldoende studiepunten te behalen, maar sluit niet uit dat er rekening wordt gehouden met eerdere studieprestaties bij de beoordeling van een aanvraag tot hernieuwing van de machtiging tot verblijf.

Bovendien leidt de interpretatie van verweerster tot een schending van het proportionaliteitsbeginsel. Artikel 5 van de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen vereist dat administratieve beslissingen evenredig zijn en in verhouding staan tot het nagestreefde doel.

Gezien verzoeker zijn tweede academiejaar nog niet afgerond heeft, is de motivering van de beslissing onredelijk en niet gerechtvaardigd. De beslissing van verweerster houdt geen rekening met het feit dat er nog te behalen credits zijn en past de wet op een buitensporig restrictieve wijze toe.

Daarnaast moet verweerster rekening houden met de bijzondere omstandigheden van elke student. Dat het vaststaat dat studieoverbrenging of een onvolledig studiejaar op zichzelf niet automatisch een verlenging van de machtiging tot verblijf in de wegstaat, zolang de student aantoonbare academische inspanningen levert.

Op basis van het voorgaande kan geconcludeerd worden dat verweerster 104, 52 KB 08.10.1981 van het Vreemdelingenbesluit niet correct heeft toegepast en derhalve dit artikel heeft geschonden in combinatie met de proportionaliteitsbeginsel.

Dat dit middel gegrond is.

12

Verzoeker roept eveneens de schending van het zorgvuldigheidsbeginsel in.

Het zorgvuldigheidsbeginsel als van behoorlijk bestuur legt de overheid de verplichting op zijn beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te steunen op een correcte feitenvinding (RvS arrest n° 154.954 van 14 februari 2006; RvS. arrest n° 167.411 van 2 februari 2007; RvS 21 september 2009, nr. 196.247; RvS 22 maart 2010, nr. 202.182; RvV arrest n° 43.735 van 25 mei 2010).

Een zorgvuldige besluitvorming impliceert dat het bestuur op basis van een afdoend en volledig onderzoek van het concrete geval tot zijn besluit komt (R.v.St., Randjbin, nr. 26044 van 9 januari 1986; R.v.St., Hawwask, nr. 28378 van 2 juli 1987). De zorgvuldigheid verplicht de overheid onder meer om zorgvuldig te werk te gaan bij de voorbereiding van de beslissing en ervoor te zorgen dat de feitelijke en juridische aspecten van het dossier deugdelijk onderzocht worden, zodat de overheid met kennis van zaken kan beslissen (RvS 22 maart 2013, nr. 222.953; RvS 29 januari 2013, nr. 222.290; RvS 28 juni 2012, nr. 220.053).

Bij het beoordelen van de zorgvuldigheidsplicht, treedt de Raad evenwel niet op als rechter in hoger beroep die de ware toedracht van de feiten gaat vaststellen. Wel dient Uw Raad te onderzoeken enkel of de overheid in redelijkheid is kunnen komen tot de door haar gedane feitenvaststelling en of er in het dossier geen gegevens voorhanden zijn die met die vaststelling onverenigbaar zijn.

*Een **snelle, louter routineuze en administratieve** afwikkeling van zaken kan in het licht van het zorgvuldigheidsbeginsel problematisch zijn (Zie R.v.St., N.V. A&M Garwig en Co, nr. 89982 van 2 oktober 2000 en nr. 101.544 van 6 december 2001). Een beslissing mag niet automatisch, zonder een degelijk onderzoek, in een individueel geval, worden toegepast.*

In casu is het duidelijk dat verwerende partij in zijn bestreden beslissing enkel een negatieve beslissing heeft willen nemen en relevante elementen in het dossier, zoals de sociale — economische en privésituatie, heeft genegeerd.

Dat verweerster een ernstige beoordelingsfout heeft gemaakt en onzorgvuldig is geweest bij het berekenen van het aantal behaalde credits nu geen rekening heeft gehouden met het feit dat verzoeker zijn visum veel later werd afgegeven.

Bijgevolg is het zorgvuldigheidsbeginsel manifest geschonden.

Dat dit middel dan ook ernstig en gegrond is ».

3.2. La partie requérante prend un deuxième moyen, libellé comme suit : « Schending van het hoorrecht ».

Elle fait valoir ce qui suit :

« 13.- Voorts schendt de bestreden beslissing artikel 62, 81 Verblifswet.

Inzake stelt artikel 62, §1 Verblifswet (eigen nadruk):

“5 1. Wanneer er wordt overwogen om het verblijf van een vreemdeling die gemachtigd of toegelaten is tot een verblijf van meer dan drie maanden op het grondgebied van het Rijk of die het recht heeft om er meer dan drie maanden te verblijven, te beëindigen of in te trekken wordt **de betrokkene hiervan schriftelijk op de hoogte gebracht en wordt hem de mogelijkheid geboden om de relevante elementen aan te voeren die het nemen van een beslissing kunnen verhinderen of beïnvloeden.**”

Dit hoorrecht is ook van toepassing op aanvragen omtrent hernieuwing van verblijfsmachtiging in hoedanigheid van student. Ook de beslissing van verzoeker waarmee de verblijfsmachtiging van verzoeker verlengd werd, zegt niets over het bewijzen van de persoonlijke omstandigheden en de redenen die een grote impact hadden op verzoeker. Bovendien blijkt uit een analyse van de recente Nederlandstalige arresten van Uw Raad dat in gelijkaardige situaties de studenten wel uitgenodigd werden om gehoord te worden alvorens de DVZ een weigeringsbeslissing nam. Zo blijkt uit een arrest van 22 september 2022 dat betrokkene uitgenodigd was om gehoord te worden: “Op 1 december 2021 verstuurde de verwerende partij via de bevoegde burgemeester een brief naarverzoekster die hem betekend werd op 16 december 2021. Hierin werd verzoekster ervan op de hoogte gebracht dat de verwerende partij overweegt om een einde te stellen aan verzoeksters verblijf op grond van artikel 61/1/A van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de Vreemdelingenwet) en dit op basis van een slecht studieparcours. De verwerende partij stelde dat zij tevens overweegt om een bevel om het grondgebied te verlaten te geven en dat verzoekster de mogelijkheid krijgt om te worden gehoord en belangrijke elementen mee te delen alvorens de verwerende partij een besluit treft. » (RvV, 22 september 2022, nr. 277 692) Ook een arrest van 29 september 2022 toont aan dat de betrokkene uitgenodigd werd om gehoord te worden (eigen nadruk): “De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (hierna: de Raad) voegt hieraan toe dat de verzoekende partij op 9 februari 2022, verzonden op 11 februari 2022, werd uitgenodigd om naast haar studieresultaten alle “relevante elementen” kenbaar te maken waarmee “rekening dient gehouden te worden bij de beoordeling van het dossier in het geval van een negatief besluit”. De verzoekende partij kreeg hiervoor een termijn van 15 dagen toegekend en heeft gereageerd.”. (RvV, 29 september 2022, nr. 278 129)

Dit zijn twee voorbeelden om aan te tonen dat op grond van artikel 62 Verblifswet en het hoorrecht betrokken studenten steeds uitnodiging krijgen om gehoord te worden in geval de DVZ een negatieve beslissing neemt.

Ookartikel 104, §3 KB van 8 oktober 1981 stelt dat (eigen nadruk):

“De Minister ofzijn gemachtigde kan aan de student of aan deinstelling voor hoger onderwijs bij welke de studentis of was ingeschreven, alle informatie of documenten vragen die nuttig zijn voor de toepassing van dit artikel. Deze informatie of deze documenten moeten verschaft worden binnen vijftien dagen nadat het gevraagd is. Na afloop van de gestelde termijn kan de Minister of zijn gemachtigde een beslissing nemen zonder de gevraagde informatie of documenten af te wachten.”

Uw Raad zal merken dat in casu verzoeker niet werd uitgenodigd om naast zijn studieresultaten ook alle relevante elementen kenbaar te maken waarmee rekening dient gehouden te worden bij de beoordeling van het dossier in het geval van een negatief besluit.

Voorts is het hoorrecht ook een algemeen beginsel van het Europees Unierecht,

De betreden beslissing is genomen op grond van artikel 61/1/4, 52 Verblifswet en artikel 104 §1 van het koninklijk arrest van 8 oktober 1981. Dit is een omzetting van artikel 21, lid 2, f van Richtlijn (EU) 2016/801 van het Europees parlement en de Raad van 11 mei 2016 betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van derdelanders met het oog op onderzoek, studie, stages, vrijwilligerswerk, scholierenuitwisseling, educatieve projecten of au pair-activiteiten (herschikking). Tegelijk is het bevel om het grondgebied te verlaten een nationale toepassing van de Richtlijn 2008/115/EU van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 16 december 2008 over gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van onderdanen van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven.

Het is dus een uitvoering van het Unierecht. Zodoende is het **hoorrecht, als algemeen beginsel van Unierecht** van toepassing in casu.

Inzake stelt artikel 41 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie (Eigen nadruk):

“1. Eenieder heeft er recht op dat zijn zaken onpartijdig, billijk en binnen een redelijke termijn door de instellingen, organen en instanties van de Unie worden behandeld.

2. Dit recht behelst met name:

a) het recht van eenieder te worden gehoord voordat jegens hem een voor hem nadelige individuele maatregel wordt genomen;

.....”

Aldus heeft eenieder het recht om steeds gehoord te worden alvorens tegen hem een nadelige individuele beslissing wordt genomen. Het recht om in elke procedure te worden gehoord maakt echter wel integraal deel uit van de eerbiediging van de rechten van verdediging, dat een fundamenteel beginsel van Unierecht is (HvJ 22 november 2012, C-277/11, M.M., 8. 81; HvJ 5 november 2014, C166/13, Mukarubega, § 45, Hv) 11 december 2014, C-249/13, Boudjlida, §'n 30 en 34),

*Zo maakt het recht om te worden gehoord integraal deel uit van het recht van verdediging en is ook naar Belgisch recht een algemeen rechtsbeginsel. Naar Belgisch recht dient verwezen te worden naar het beginsel “**audi et alteram partem**”. Het houdt in dat de verzoeker op nuttige en effectieve wijze zijn standpunt kenbaar moet kunnen maken gedurende de administratieve procedure en dit voor het nemen van een beslissing die zijn belangen nadelig kan beïnvloeden.*

Het doel ervan is de verzekering van de effectieve bescherming van de betrokken persoon, deze laatste de mogelijkheid te bieden individuele omstandigheden aan te voeren die ervoor pleiten dat het besluit wordt genomen, niet wordt genomen of dat in een bepaalde zin wordt besloten. Om een miskenning van het hoorrecht aan te tonen, moet aannemelijk gemaakt worden dat indien men was gehoord, een andere beslissing had kunnen worden genomen (RvS 27 september 2021, nr. 14.593; HvJ 18 december 2008, C349/07, Sopropé, § 49 en HvJ 11 december 2014, C-249/13, Boudjlida, § 37).

Tevens houdt dit recht in dat de overheid met de nodige aandacht kennisneemt van de opmerkingen van de betrokkene door alle relevante gegevens van het geval zorgvuldig en onpartijdig te onderzoeken en het besluit toereikend te motiveren (HvJ 18 december 2008, C-349/07, Sopropé, & 50).

Verwerende partij had verzoeker moeten horen alvorens de bestreden beslissing te nemen.

*Voorts schendt de bestreden beslissing de rechten van verdediging, het beginsel “**audi et alteram partem**”, **het hoorrecht, het redelijkheidsbeginsel en het zorgvuldigheidsbeginsel** door te stellen dat:*

*“De redenen die hij aanhaalt voor het gebrek aan studievoortgang zijn van heel algemene aard en **worden niet gestaafd door enig document**: al drie jaar na elkaar haalt hij de Covidproblematiek aan met als gevolg daarvan overlijdens in de familie, met een grote psychologische impact op betrokkene, **maar dit wordt niet bewezen**.”*

maar aan hem de kans niet te geven om dit aan te tonen. Verwerende partij als een administratieve overheid heeft de verplichting om het hoorrecht, dat een algemeen beginsel van Unierecht is, te respecteren.

Uw raad zal vaststellen dat uit het administratief dossier geenszins blijkt dat verzoeker werd gehoord voor het nemen van de bestreden beslissing.

Verzoeker is niet uitgenodigd geweest om ten nuttigen tijde de nodige bewijsstukken voor te leggen en zijn persoonlijke omstandigheden nauwkeuriger kenbaar te maken. Als dit recht wel gerespecteerd zou zijn geweest dan had hij de nodige stavingstukken kunnen neerleggen en had hij elementen kunnen aanbrengen die het beslissingsproces hadden kunnen beïnvloeden.

In casu blijkt uit de bestreden beslissing en het administratief dossier dat verwerende partij op geen enkel ogenblik aan verzoeker op een duidelijke en begrijpelijke manier heeft gevraagd om de persoonlijke omstandigheden die zij heeft aangevoerd aan te tonen.

Nochtans had dit verweerder toegelaten om een beslissing te nemen met kennis van de omstandigheden eigen aan de zaak. Door zonder meer over te gaan tot weigeringsbeslissing zonder verzoeker te horen heeft verweerder hem de mogelijkheid ontnomen zich beter te verdedigen in zijn argumenten, in die zin dat de administratieve procedure tot een ander resultaat had aanleiding kunnen geven.

Bij het nemen van de bestreden beslissing heeft de verwerende partij verzoeker geen mogelijkheid geboden om relevante elementen aan te voeren die van invloed kunnen zijn op de besluitvorming, noch om de nodige ondersteunende documenten in te dienen.

Ook in een arrest van 8 september 2020 oordeelde Uw Raad dat de bestreden beslissing het hoorrecht en artikelen 2 en 3 wet van 29 juli 1991 schendt en dient vernietigd te worden. (RwV, 8 september 2020, nr. 240 553)

De hernieuwing van het verblijfskaart is voor één jaar, dus 12 maanden om tijdens een academiejaar een programma te volgen. Het is onredelijk om pas voorbij de helft van zijn tweede derde academiejaar te laten weten dat hij niet in België mag blijven verder studeren.

Door deze schending heeft verzoeker niet de kans gehad om aan te tonen dat hij wel degelijk aan de voorwaarden behoort watzijn aanvraag in een anderlicht had kunnen stellen. Uitleg te geven over de academische en persoonlijke omstandigheden die invloed hadden op zijn studietraject. Eventuele bijkomende documenten in te dienen die zijn positie zouden versterken.

Dit is dan ook uiterst onredelijk.

De bestreden beslissing is dan ook onredelijk en schendt het hoorrecht ».

4. Discussion.

4.1.1. Sur les deux moyens réunis, le Conseil rappelle que l'article 61/1/4, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que :

« Le ministre ou son délégué peut mettre fin à une autorisation de séjour en qualité d'étudiant ou refuser une demande de renouvellement d'une telle autorisation, introduite conformément à l'article 61/1/2, dans les cas suivants :

[...]

6° l'étudiant prolonge ses études de manière excessive ; [...]

Le Roi détermine les cas dans lesquels l'étudiant est réputé prolonger ses études de manière excessive, tel que visé à l'alinéa 1er, 6° ».

Le Conseil rappelle également que l'article 104, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'Arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est libellé comme suit :

« En vertu de l'article 61/1/4, § 2, alinéa 1er, 6°, de la loi, le Ministre ou son délégué peut mettre fin à l'autorisation de séjour en qualité d'étudiant ou refuser une demande de renouvellement de cette autorisation introduite conformément à l'article 61/1/2 de la loi, si l'étudiant, compte tenu de ses résultats, prolonge ses études de manière excessive, notamment lorsque :

1° l'autorisation de séjour lui a été accordée pour suivre une formation de graduat, de brevet d'enseignement supérieur ou de bachelier et il n'a pas obtenu au moins 45 crédits à l'issue de ses deux premières années d'études ; [...] ».

Dans le cadre de son contrôle de légalité, le Conseil rappelle qu'il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., 6 juillet 2005, n° 147.344). Dans ce même cadre, il lui appartient notamment de vérifier si la partie défenderesse a respecté les obligations qui lui incombent, notamment, en termes de motivation des actes administratifs.

A cet égard, il importe de rappeler que, si l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité en vertu de diverses dispositions légales, n'implique nullement la réfutation détaillée de chaque argument avancé à l'appui de la demande dont elle est saisie, elle comporte, néanmoins, l'obligation d'informer le demandeur des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué et ce, aux termes d'une motivation qui réponde, fût-ce de façon implicite mais certaine, à ses arguments essentiels.

4.1.2. En l'espèce, l'acte attaqué se fonde sur le motif selon lequel la partie requérante prolonge ses études de manière excessive, qu'elle n'a pas acquis le minimum de 45 crédits à l'issue de ses deux premières années d'études, suggéré par l'article 104 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981. La partie défenderesse a relevé à ce sujet que la partie requérante n'avait obtenu aucun crédit à l'issue de ses deux premières années d'études dans sa formation de bachelier (bachelier en informatique de gestion durant l'année académique 2022-2023 et en bachelier en comptabilité durant l'année académique 2023-2024).

4.1.3. Le Conseil observe que la partie requérante fait valoir plusieurs circonstances pour expliquer la non-validation des crédits requis. Elle soutient notamment que sa première année de bachelier, entamée au cours de l'année académique 2022-2023, n'a pu être suivie de manière complète en raison d'un retard d'inscription effectif en mars 2023, imputable aux délais de délivrance de son visa et à d'autres contraintes administratives. Elle invoque également que ce retard, ainsi que le choix d'un bachelier qui ne correspondait pas à ses aspirations, a eu un impact sur sa santé mentale.

Il convient en premier lieu de préciser que ces éléments n'invalident en rien le constat posé par la partie défenderesse, à savoir qu'elle n'a pas obtenu les 45 crédits requis à l'issue de ses deux premières années d'études.

À cet égard, la partie requérante ne peut pas être suivie dans sa position selon laquelle l'année académique 2022-2023 ne pourrait pas être considérée comme la première année à prendre en considération.

Si la partie défenderesse a dans un premier temps refusé la demande d'autorisation de séjour pour cette année académique pour ensuite retirer cette décision négative au mois de décembre de la même année, il convient de relever que la partie requérante avait introduit sa demande au mois d'octobre, et dès lors tardivement, et que le retrait de la décision négative n'est intervenu qu'à la suite de la communication de nouveaux éléments invoqués par la partie requérante. En d'autres termes, rien n'indique que la situation invoquée en termes de requête pour éviter la prise en considération de l'année académique concernée ne serait pas, à tout le moins partiellement, imputable à la partie requérante.

De plus, s'agissant du changement d'orientation, le Conseil rappelle que la partie défenderesse en a tenu compte mais a indiqué, sans être contredite par la partie requérante, qu'il s'agit d'une décision personnelle et qu'il appartient à cette dernière d'en assumer les conséquences.

Ce motif suffit à justifier l'acte attaqué sur ce point, sans que cette réponse apparaisse contraire au principe de proportionnalité, compte tenu des éléments de la cause.

Il résulte également de ce qui précède que la partie défenderesse a tenu compte de la situation individuelle de la partie requérante.

Quant à son intégration sociale et la circonstance selon laquelle elle n'a pas pu bénéficier d'un parcours préparatoire lui permettant de s'adapter au système universitaire belge après un enseignement privé au Maroc et qu'elle a, entre-temps, pris des mesures structurelles lui permettant de réorganiser son parcours académique, le Conseil constate que la partie requérante ne prétend pas avoir porté ces explications à la connaissance de la partie défenderesse en temps utile, soit avant la prise de l'acte attaqué.

Or, le Conseil rappelle que les éléments qui n'avaient pas été portés, en temps utile, à la connaissance de l'autorité, c'est-à-dire avant que celle-ci ne prenne sa décision, ne sauraient être pris en compte pour en apprécier la légalité, dès lors qu'il y a lieu, pour l'exercice de ce contrôle, de « [...] se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris [...] » (en ce sens, notamment : C.E., arrêt n°110.548 du 23 septembre 2002).

4.1.4. S'agissant de la violation alléguée du droit à être entendu invoqué par la partie requérante, le Conseil rappelle en premier lieu que selon la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), il résulte clairement du libellé de l'article 41 de la Charte que celui-ci s'adresse non pas aux États membres, mais uniquement aux institutions, aux organes et aux organismes de l'Union et qu'en conséquence, le demandeur d'un titre de séjour ne saurait tirer de l'article 41, paragraphe 2, sous a), de la Charte un droit d'être entendu dans toute procédure relative à sa demande mais qu'en revanche, un tel droit fait partie intégrante du respect des droits de la défense, principe général du droit de l'Union (voir à cet égard notamment l'arrêt Mukarubega du 5 novembre 2014 (C-166/13)).

Le Conseil rappelle ensuite que la CJUE a indiqué, s'agissant du principe général de droit européen d'être entendu, dans son arrêt C-249/13, rendu le 11 décembre 2014, que « Le droit d'être entendu garantit à toute personne la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue au cours de la procédure administrative et avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts [...]. Selon la jurisprudence de la Cour, la règle selon laquelle le destinataire d'une décision faisant grief doit être mis en mesure de faire valoir ses observations avant que celle-ci soit prise a pour but que l'autorité compétente soit mise à même de tenir utilement compte de l'ensemble des éléments pertinents. Afin d'assurer une protection effective de la personne concernée, elle a notamment pour objet que cette dernière puisse corriger une erreur ou faire valoir tels éléments relatifs à sa situation personnelle qui militent dans le sens que la décision soit prise, ne soit pas prise ou qu'elle ait tel ou tel contenu » (CJUE, 11 décembre 2014, Boudjlida, C-249/13, §§ 36 et 37)

Or, en l'espèce, la partie requérante a eu la possibilité de faire connaître son point de vue et de produire tous les éléments qu'elle jugeait utiles avant la prise de la décision attaquée, dès lors que celle-ci répond à une demande de renouvellement de son séjour étudiant qu'elle a elle-même introduite. Il ne peut en conséquence être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir invité la partie requérante à être entendue avant la prise de décision.

Le Conseil ne pourrait dès lors constater un manquement au droit d'être entendu.

4.1.5. Au vu des constats qui précèdent, le Conseil ne peut que constater que la partie requérante échoue à établir que la partie défenderesse aurait agi de manière déraisonnable, manqué de diligence ou omis de procéder à un examen individuel approfondi en ignorant les éléments essentiels du dossier.

4.1.6. S'agissant de l'article 8 de la CEDH, le Conseil rappelle que cette disposition est libellée comme suit :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

Le Conseil rappelle que cette disposition, qui fixe le principe suivant lequel toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance, n'est pas absolue. Ainsi, l'alinéa 2 de cet article autorise l'ingérence de l'autorité publique, pour autant que celle-ci soit prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire à certains impératifs précis qu'elle énumère. Le Conseil rappelle également que la jurisprudence de la Cour a, à diverses occasions, considéré que cette disposition ne garantissait pas en tant que tel le droit pour une personne de pénétrer et de s'établir dans un pays dont elle n'est pas ressortissante.

En l'espèce, la décision attaquée est prise en application de la loi du 15 décembre 1980 dont les dispositions doivent être considérées comme constituant des mesures qui, dans une société démocratique, sont nécessaires pour contrôler l'entrée des non nationaux sur le territoire national (voir notamment les arrêts *Abdulaziz, Kabales et Balkandali* du 28 mai 1985, et *Cruz Varas et autres* du 20 mars 1991 ; C.E., arrêt n° 86.204 du 24 mars 2000), en sorte que la décision attaquée ne peut, en tant que telle, être considérée comme constituant une violation de l'article 8 de la CEDH.

Etant donné qu'il s'agit d'une première admission, il n'y a – à ce stade de la procédure – pas d'ingérence dans la vie privée de la partie requérante. Dans ce cas, il convient d'examiner si l'Etat a une obligation positive d'assurer le droit à la vie privée invoquée par la partie requérante.

Le Conseil observe en premier lieu que la partie requérante avait obtenu un visa pour suivre des études en Belgique, que ces études ont effectivement été suivies et que la partie requérante a séjourné légalement à ce titre durant environ deux ans (avec certaines particularités dont il est fait état dans l'exposé des faits).

Toutefois, la partie requérante se limite à évoquer en termes très généraux avoir une vie privée sans exposer de manière concrète en quoi la partie défenderesse serait redevable d'une obligation positive et alors même qu'elle n'a pas utilement mis en cause l'appréciation de la partie défenderesse selon laquelle elle a prolongé ses études de manière excessive compte tenu de ses résultats, ce qui a justifié légalement la décision attaquée.

La violation de l'article 8 de la CEDH n'est dès lors pas établie.

4.2. Il résulte de ce qui précède qu'aucun des moyens n'est fondé, en sorte que la requête doit être rejetée.

5. Dépens.

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

Les causes enrôlées sous les numéros X et X sont jointes.

Article 2

Le désistement d'instance est constaté en la cause introduite par la requête enrôlée sous le n° X

Article 3

La requête en annulation enrôlée sous le n° X est rejetée.

Article 4

Il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension enrôlée sous le n° X

Article 5

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-neuf mai deux mille vingt-six par :

Mme M. GERGEAY,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. IGREK

M. GERGEAY